



Arrêté n°2022-DCL-BENV-417

**autorisant la Société MERCERON CARRIERES EXPLOITATION à exploiter la carrière de
la Vrignaie sur le territoire de la commune de Vairé
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R.511-9 fixant la nomenclature des installations classées, et relatif à la protection du patrimoine naturel notamment l'article L.411-1 4° fixant les conditions de dérogation aux interdictions des 1° à 3° du même article ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières

VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation n°93-Dir-1-135 du 3 février 1993 autorisant l'exploitation de la carrière de la Vrignaie par la SARL MERCERON pour une durée de 30 ans ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°99-DRCLE-4-254 du 26 mai 1999 concernant les garanties financières pour l'exploitation de la carrière de la Vrignaie ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°03-DRCLE-1-422 du 11 septembre 2003 autorisant le remblaiement partiel de la carrière de la Vrignaie ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRACTAJ-1-25 du 18 janvier 2019 transférant l'arrêté d'autorisation de la carrière de la Vrignaie au profit de la société MERCERON CARRIERES EXPLOITATION ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions archéologiques du 7 décembre 2020 portant modification de la consistance du projet et l'avis du directeur régional des affaires culturelles du 4 janvier 2021 indiquant l'absence de prescriptions archéologiques préventives complémentaires ;

VU la demande déposée le 17 juillet 2020 et complétée le 25 juin 2021 par la Société MERCERON CARRIERES EXPLOITATION en vue d'obtenir notamment la prolongation du délai d'exploitation, modifier le périmètre du site, modifier le périmètre et la profondeur de la fosse, modifier les installations de traitement pour la carrière de la Vrignaie qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Vairé ;

VU les plans, cartes et notices annexés à la demande ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 novembre 2021 au 7 décembre 2021 à Vairé ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 5 janvier 2022 ;

VU l'avis des conseils municipaux ;

VU l'avis des services administratifs consultés ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 15 février 2022 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de la nature, des paysages et des sites dans sa formation carrière dans sa séance du 15 mars 2022 ;

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de la région Pays de la Loire en date du 4 novembre 2021 ;

Considérant que la présence de spécimens des espèces protégées d'amphibien et de reptiles suivantes :

- Grenouille agile *Rana dalmatina* ;
- Triton palmé *Triturus helveticus* ;

Considérant que la Société MERCERON CARRIERES EXPLOITATION a justifié ses capacités techniques et financières ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les effets des travaux et des ouvrages sur l'environnement, notamment la faune et la flore des milieux aquatiques et marins et les habitats naturels, sont limités dans l'espace et dans le temps et sont minimisés autant qu'il est possible par diverses mesures prévues par le dossier ;

Considérant que le projet s'inscrit dans le cadre des dérogations prévues à l'article L.411-2, au 4, alinéa c) « dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;

Considérant que le projet de la prolongation de l'arrêté d'exploitation de la carrière ne modifie les limites de la carrière et qu'il n'existe pas d'autre solution alternative satisfaisante ;

Considérant que, dans ces conditions, le présent arrêté ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, les populations d'espèces protégées concernées dans leurs aires de répartition naturelle ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L.211-1 et L.511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

ARRÊTÉ

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 - Titulaire de l'autorisation

La société MERCERON CARRIERES EXPLOITATION désignée ci-après « l'exploitant », dont le siège social est situé à Lieu-dit « Le Jarry », 180 route de Beauvoir, 85300 SALLERTAINE, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roche massive (carrière de la Vrignaie), sur le territoire de la commune de Vairé aux lieux-dits La Combe et la Vergnaie.

Article 1.1.2 - Prescriptions antérieures

Les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions techniques des textes suivants :

- arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation n°93-Dir-1-135 du 3 février 1993 autorisant l'exploitation de la carrière de la Vrignaie par la SARL MERCERON ;
- arrêté préfectoral complémentaire n°99-DRCLE-4-254 du 26 mai 1999 concernant les garanties financières pour l'exploitation de la carrière de la Vrignaie,
- arrêté préfectoral complémentaire n°03-DRCLE-1-422 du 11 septembre 2003 autorisant le remblaiement partiel de la carrière de la Vrignaie,
- arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRACTAJ-1-25 du 18 janvier 2019 transférant l'arrêté d'autorisation de la carrière de la Vrignaie au profit de la société MERCERON CARRIERES EXPLOITATION.

Article 1.1.3 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510-1	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	1 000 000 t max/an 600 000 t/an moyenne 53 ha 92 a 60 ca dont 28 ha 68 a 55 ca en excavation	A
2515-1	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	1 995 kW dont : - 1 725 kW (fixes et grave ciment) - 270 kW mobiles	E
2794-2	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 2. Supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieure à 30 t/j.	20 t/j	D

* A (autorisation), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

Article 1.1.4 - Installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*	Lien avec l'ICPE
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	53,9 ha	A	CI
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	23,3 ha de plan d'eau créé lors de la remise en état.	A	CI lors de l'activité puis NCo à la remise en état

* A : autorisation, D : déclaration, NC : non classé

** CI : connexe intrinsèque, CNI : connexe non intrinsèque, NCo : non connexes

Les rubriques IOTA ci-dessus sont connexes, c'est-à-dire en lien avec les installations classées mentionnées à l'article 1.1.3, et intrinsèques à l'existence et au fonctionnement des activités classées susmentionnées, leur fonctionnement n'est pas possible sans l'activité ICPE, aussi les arrêtés ministériels relatifs à ces rubriques loi sur l'eau ne sont pas applicables à l'installation.

Un plan d'eau d'environ 23,3 ha pour sa part perdurera après la remise en état.

Article 1.1.5 - Périmètre de l'établissement et descriptions des installations

L'installation est implantée sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Référence de la parcelle cadastrale (pp = pour partie)	Surface cadastrale totale (en m ²)
La Combe	D	14p, 15p, 16 à 26, 30p, 31, 33p, 344p, 751, 752, 799, 800, 911, 915	53 ha 92 a 60 ca dont 28 ha 68 a 55 ca en excavation
La Vergnaie		82, 693, 914, 916, 917	
		922, 925, 929	

Le périmètre d'autorisation est reporté sur le plan joint en annexe I.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'exploitation est organisée de la façon suivante :

- la zone d'extraction et la zone de remblaiement ;
- les installations de traitement ;
- les zones de stockages de matériaux bruts et commercialisables ;
- les équipements annexes de la carrière (dont le poste de ravitaillement, la réserve de carburant, l'aire de lavage, l'atelier d'entretien, ...) ;
- les bassins de décantation ;

- la plate-forme de déchargement des déchets extérieurs inertes ;
- la plate-forme de recyclage des déchets inertes ;
- les matériaux issus du décapage et les stériles d'exploitation sont utilisés pour la création de merlon ou mis en place dans la fosse dans le cadre du réaménagement, des déchets inertes externes acceptés sur site dans les conditions prévues à l'article 3.5 du présent arrêté peuvent également concourir à la réalisation de ces aménagements ;
- les délaissés réglementaires périphériques ;
- une plate-forme de traitement et transit de bois non traités selon la nature définie par la rubrique susmentionnée à l'article 1.1.3 du présent arrêté ;
- le menhir « Pierre de la Combe » et la zone de protection dudit menhir.

Article 1.1.6 - Limites de l'autorisation

Les périmètres d'autorisation et d'extraction sont ceux de l'article 1.1.5. et identifié en annexe I.

La production **moyenne annuelle de la carrière est de 600 000 tonnes**. Elle correspond au rythme normal d'exploitation du gisement. Son dépassement, dans la limite de la **capacité maximale annuelle autorisée de 1 000 000 tonnes**, reste lié à des niveaux d'activité exceptionnels et sur une période limitée.

Les quantités de matériaux sortant de la carrière sont comptabilisées par pesée.

Les cotes minimales d'extraction autorisées sont de :

- **-63 mNGF sur 7 paliers pour la fosse Ouest** (cote de fond de puisard : - 68 mNGF) ;
- **-33 mNGF sur 5 paliers pour la fosse Est** ((cote de fond de puisard : - 38 mNGF).

Des apports de déchets inertes extérieurs sont destinés au réaménagement de la carrière pour le remblaiement partiel des fosses d'exploitation ou au recyclage sur la plate-forme dédiée dans les conditions prévues à l'article 3.5 du présent arrêté. **La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne devra pas dépasser 300 000 t/an (soit 176 000 m³/an)**. Le remblaiement est réalisé sur environ 3 ha jusqu'à la cote +42 mNGF, jusqu'à ce que l'aménagement, prévu à l'article 3.6, soit réalisé. Le volume restant à combler à partir de janvier 2022 est de 765 000 t (soit 450 000 m³).

Article 1.1.7 - Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-21 et L. 181-28 du code de l'environnement, **l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années**. Les travaux de remise en état sont inclus dans cette durée.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes et délais réglementaires.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai (R.181-48 et R.512-74 code de l'environnement).

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'est pas mise en service dans un délai de trois ans ou n'est pas exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 1.2 - Conditions générales de l'autorisation

Article 1.2.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes sont implantées, construites, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers présentés au préfet sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.

Article 1.2.2 - Portée à connaissance

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. Cette transmission est accompagnée des études d'impact et de dangers actualisées telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Article 1.2.3 - Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Article 1.2.4 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées dans le présent arrêté nécessite une nouvelle autorisation ou déclaration le cas échéant.

Article 1.2.5 - Renouvellement

La demande est présentée conformément à l'article R.181-49 du code de l'environnement.

Article 1.2.6 - Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation. Avant le transfert, le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et, si possible à ce stade, l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières établit dans les conditions prévues à l'article 1.4 du présent arrêté. Le cas échéant, la nouvelle attestation sera transmise au préfet dans les conditions indiquées par l'administration.

Tout changement d'exploitant doit conduire au transfert des informations relatives au site. À cet effet, les rapports de surveillance, d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés de manière à garantir le transfert des informations.

Article 1.2.7 - Cessation d'activité

L'exploitant se réfère aux articles R.512-39-1 à 5 du code de l'environnement afin de procéder à la notification, la mise en sécurité et le mémoire de réhabilitation de son site. L'étude de stabilité prescrite à l'article 9.4.3 est transmise au préfet par l'exploitant.

Les conditions de remise en état sont fixées à l'article 3.6 du présent arrêté. Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, suite à l'arrêt de l'activité l'usage à prendre en compte est le suivant :

- Plan d'eau de 23,3 ha ;
- Prairies sèches et humides ;
- Forêt et espace boisé.

Article 1.3 - Législations et réglementations applicables

Article 1.3.1 - Textes généraux applicables à l'établissement

Outre les dispositions du code de l'environnement et sans préjudice des autres réglementations en vigueur, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui les concernent.

Références des textes	Critères d'application
Arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.	carrière
Arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.	carrière
Arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.	carrière
Arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.	II de l'art.12.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994
Arrêté ministériel du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.	Extensions postérieures au 23/01/97
Arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.	- déchets produits sur le site - AM du 12/12/2014 susmentionné (remblaiement)
Arrêté ministériel du 29/07/05 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005.	BSDD CERFA n°12574*01
Arrêté ministériel du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.	Carrière
Arrêté ministériel du 27/10/2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.	L.511-1 code de l'environnement
Arrêté ministériel du 11/03/2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.	ICPE

Article 1.3.2 - Installations soumises à enregistrements

Les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales ci-dessous s'appliquent aux installations suivantes :

Arrêté ministériel	Installations soumises à Enregistrement	Dérogations à l'arrêté	Localisation
Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 »	Installations primaires à tertiaires, fixes et mobiles, concourant au traitement des matériaux et des déchets inertes.	Dérogations relatives aux installations au sein d'une carrière. Le suivi environnemental est réalisé dans les conditions prévues par le présent arrêté.	Les installations de traitement secondaires et tertiaires sont déplacées sur les parcelles D917, 922 et 929, les installations primaires sont maintenues sur les parcelles D916 et 917.

Article 1.3.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois, les installations soumises à déclaration ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC conformément à l'article R.512-55 du code de l'environnement.

Article 1.3.4 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression...

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 1.3.5 - Archéologie

L'exploitant respecte l'arrêté n°2020-802 du 7 décembre 2020 portant modification de la consistance du projet du service régional d'archéologie Pays-de-la-Loire établissant notamment la liste des travaux interdits au sein du périmètre de protection du Menhir fixé par ledit arrêté.

Article 1.4 - Garanties financières

Article 1.4.1 - Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Article 1.4.2 - Montant des garanties financières

Pour chaque phase quinquennale, le montant des garanties financières, calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé et dans les conditions de références (TP01 et TVA) mentionnés ci-dessous sont les suivants :

Phasage quinquennal d'exploitation	1	2	3	4	5	6
Montant des garanties financières (€TTC)	881 670	745 625	743 456	683 747	577 420	509 978

Ces montants sont définis par référence à l'indice **TP01 (base 2010) de 112,1 (février 2021) et pour une TVA de 20 %**.

Ces montants sont actualisés selon l'article 1.4.5 du présent arrêté.

Depuis le 1er octobre 2014, l'indice TP01 à prendre en compte pour l'actualisation des garanties financières est l'« indice TP01 base 2010 » multiplié par 6.5345, arrondi à la décimale.

Article 1.4.3 - Établissement des garanties financières

Lorsque les conditions de l'article 3.1.6 sont réunies, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.4.4 - Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.4.5 - Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 1.4.6 - Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

Article 1.4.7 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.4.8 - Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 1.4.9 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 2.1 - Mise en application du présent arrêté

Dans un délai de six mois suivant sa notification, l'exploitant procède à un récolement des dispositions du présent arrêté. Ce bilan, transmis à l'inspection des installations classées, précise et, au besoin, justifie la nature et le dimensionnement des mesures techniques retenues pour respecter ses prescriptions.

Ce délai peut être prolongé à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques.

Dans le cas où certains travaux ne sont pas encore achevés, l'exploitant précise les délais de leur réalisation effective en indiquant les raisons des retards pris.

Article 2.2 - Conception des installations

Au sens du présent arrêté, le terme « installations » regroupe tant les outils de production et les utilités nécessaires à leur fonctionnement que les équipements de traitement des émissions de tout type de l'établissement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, de solutions techniques propres et fiables, d'optimisation de l'efficacité énergétique, de manière à :

- économiser les ressources naturelles (matières premières, eau, énergie...), notamment par le recyclage et la valorisation ;

- limiter toutes émissions dans l'environnement (eaux, sols, air, déchets, bruits, lumière, vibrations...), y compris les émissions diffuses, par la mise en place de techniques de traitement appropriées et d'équipements correctement dimensionnés ;
- gérer et réduire les quantités et la toxicité des effluents et des déchets ;
- prévenir, en toutes circonstances, la dissémination ou le déversement, chronique ou accidentel, direct ou indirect, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

Article 2.3 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les conditions de fonctionnement, les vérifications à effectuer et les conditions de mises à l'arrêt en situations d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...).

Les consignes sont portées à la connaissance des salariés et affichées.

Article 2.4 - Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, floculants, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Article 2.5 - Surveillance de l'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des enjeux écologiques en présence, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

La surveillance des installations est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au-delà des conditions normales d'exploitation.

Les installations sont exploitées, entretenues et surveillées de manière à réduire les durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement est susceptible de conduire au non-respect des prescriptions imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter la gêne ou la nuisance émise en réduisant ou arrêtant, si besoin, les installations concernées. Il en informe sans délai l'inspection des installations classées en présentant les mesures correctives engagées pour y remédier.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des émissions auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié.

Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place sont maintenus en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Ces contrôles font l'objet de comptes-rendus tracés.

L'exploitant veille à la formation de son personnel sur les aspects liés à l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement ainsi que sur les intérêts écologiques recensés dans le périmètre autorisé.

Article 2.6 - Surveillance des émissions

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par des personnes compétentes selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution. Des méthodes de terrains peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.7 - Autosurveillance

Article 2.7.1 - Principes de l'autosurveillance

Pour justifier du respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance dit « programme d'autosurveillance ». Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions des installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.

La réalisation du programme d'autosurveillance doit permettre une connaissance rapide des résultats conduisant l'exploitant à une éventuelle action corrective dans les meilleurs délais.

Article 2.7.2 - Suivi, analyse et interprétation des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant établit un rapport périodique relatif aux résultats des mesures de surveillance de ses émissions dans l'environnement. Cette synthèse commente, analyse et interprète les résultats de la période considérée (en particulier les causes et les ampleurs des écarts), les modifications éventuelles du programme de surveillance et les actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, le traitement des émissions, la maintenance...) ainsi que leur efficacité.

Les actions correctives sont mises en œuvre lorsque les résultats des mesures laissent présager des risques ou des inconvénients pour l'environnement ou le non-respect des valeurs limites réglementaires.

Article 2.7.3 - Conservation des résultats de l'autosurveillance

Les enregistrements, comptes rendus de contrôles, résultats de vérifications et registres (ces documents peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder) sont conservés pour une durée d'au moins :

- 5 ans pour les justificatifs résultant de l'autosurveillance et des mesures des effets sur l'environnement supervisés par l'exploitant ;
- 10 ans pour les contrôles réglementaires réalisés par des organismes agréés ou adaptés aux durées spécifiques imposées par les réglementations concernées ;
- permanent pour les synthèses annuelles de la surveillance des émissions et de leurs incidences sur l'environnement.

Article 2.8 - Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 2.9 - Enquête annuelle (GEREP)

Avant le 31 mars de l'année (n+1), l'exploitant transmet un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente (n), et une synthèse annuelle de l'ensemble des surveillances de ses émissions et de leurs incidences sur chaque compartiment de l'environnement (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, sols, sous-sols, poussières, vibrations...), en complétant le site Internet mis en place par l'inspection des installations classées. Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

Article 2.10 - Plans

Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.

Sur ces plans sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;
- l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement) ;
- les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ;
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les cotes de fond de fouille ;
- les zones remises en état ;
- la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat ;
- les zones de stockage des déchets inertes d'extraction et leurs plates-formes de dépotage ;
- la plate-forme de recyclage des inertes ;
- la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux ;
- les cours d'eau et fossés limitrophes à la carrière ;
- le parcellaire.

Le plan est complété, via un tracé adapté, des éléments suivants conditionnant l'autorisation telle que décrite dans la demande sus-mentionnée :

- étendue maximale de la fosse prenant en compte notamment les distances de protection de 15 m aux zones humides ;
- étendue maximale de la zone de remblaiement ;
- limites de protection du menhir fixé par le service d'archéologie compétent ;
- les dispositifs de suivi de stabilité mis en place sur la carrière (inclinomètres, piézomètres, autres...) ;
- les aménagements relatifs à la compensation du milieu naturel décrit à l'article 4.3.3 du présent arrêté (sur ce dernier point, l'exploitant peut présenter un plan spécifique dédié à ces aménagements).

TITRE 3 - AMÉNAGEMENT ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 3.1 - Aménagements préliminaires

Article 3.1.1 - Clôtures et accès au site

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès à toute zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les entrées du site sont équipées de portails ou de barrières maintenus fermés lors de toute interruption de l'activité.

L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien des clôtures, portails et barrières. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.

Les zones clôturées ou dispositifs équivalents peuvent être modifiées au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation néanmoins leur efficacité ne doit pas être remise en cause.

Article 3.1.2 - Panneaux

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaire :

- des panneaux interdisant l'accès du public au site ;
- des panneaux avertissant des dangers du site.

Article 3.1.3 - Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site ;
- un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière.

Article 3.1.4 - Accès à la voirie publique

L'accès au site se fait à partir du Sud via une voie privative et à partir du Nord via la desserte de la zone de La Combe, débouchant toutes deux sur la RD 32.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée en accord avec le gestionnaire de voirie concerné

Article 3.1.5 - Réseau de dérivation des eaux de pluie

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés au code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place en périphérie de cette zone.

Article 3.1.6 - Début d'exploitation et attestation de constitution des garanties financières

Lorsque les travaux préliminaires, préalables à la mise en service de l'exploitation (de l'extension), mentionnés aux articles 3.1.1 à 3.1.5 ont été réalisés, l'exploitant en informe le préfet et le maire de la commune de Vairé.

Cette information au préfet est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements préliminaires et, pour le préfet, du document attestant la constitution des garanties financières visée à l'article 1.4 du présent arrêté.

Article 3.2 - Dispositions générales

Article 3.2.1 - Sécurité

En dehors de la présence de personnel qualifié, les installations et engins sont laissés en sécurité.

Article 3.2.2 - Accueil des tiers et des particuliers

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité lui sont transmises.

Lorsqu'ils sont admis, les particuliers sont accueillis uniquement dans l'aire de chargement qui leur est réservée et est clairement identifiée (panneautage, délimitation).

Article 3.3 - Conduite de l'Exploitation

Article 3.3.1 - Phasage

Les travaux sont menés en **6 phases de 5 années** et sont résumées ainsi :

- Phase 1 : Les mesures de compensation prévues à l'article 4.3.3 sont mises en place. Une clôture est mise en place autour du menhir de la Pierre de la Combe. La ferme de la Combe est détruite. La piste d'accès Nord est modifiée. Le pont bascule est déplacé au Sud. En fin de phase, les installations secondaires et tertiaires sont modifiées dans les conditions prévues par le dossier de demande. La zone classée en « espace boisé remarquable » au Nord du site est défrichée à hauteur de 2 ha en deux phases : sous 1 an (parcelle D25 à l'Ouest du Menhir) et sous 5 ans (parcelles D26 et D751 à l'Est du Menhir). La fosse est agrandie de 3,2 ha.
- Phase 2 : La fosse Est est approfondie d'un palier à -33 mNGF. La surface décapée pour l'ouverture de la fosse est de 2,2 ha. Les deux fosses sont exploitées.
- Phase 3 : La surface à décaper est de 0,5 ha pour étendre la fosse à son maximum autorisé. L'exploitation de la fosse Est est finalisée. L'exploitation sur le haut de la fosse Ouest reprendra. La côte de -48 mNGF est atteinte sur la zone en activité.
- Phase 4 : La fosse Ouest est exploitée sur 6 fronts en direction du Nord de la fosse.
- Phase 5 : Le 7ème front est ouvert sur la fosse Ouest pour atteindre le palier de -63 mNGF. Les fronts avancent vers le Nord pour atteindre les positions définitives pour les fronts supérieurs 1 à 3.
- Phase 6 : Les 4 fronts restant en fosse Ouest sont exploités en direction du Nord vers leurs positions définitives.

Les plans de phasage sont repris en annexe II.

Article 3.3.2 - Déboisement - défrichement

Les travaux de défrichement sur les 2 ha susmentionnés prévus en zone Nord sont organisés pour tenir compte des cycles biologiques de la faune, en évitant le plus possible leur altération conformément au dossier de demande d'autorisation et aux prescriptions de l'article 4.3 du présent arrêté.

Article 3.3.3 - Décapage

Les opérations de décapage sont limitées au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage des terrains est réalisé de façon à limiter au strict minimum les risques de destruction et de perturbation de la faune.

Le décapage est réalisé de préférence hors période sèche et venteuse afin de limiter les émissions de poussières, mais sur sol sec. Le décapage de la découverte ne doit pas s'opérer sur sol détrempé.

Le décapage est réalisé de manière sélective. Les terres végétales et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état.

La hauteur des stocks de terres végétales et de stériles est telle que la stabilité des tas est assurée et que les caractéristiques physiques de la terre végétale ne puissent s'altérer (limitation à 2,5 m de la hauteur des stocks de terre végétale).

Article 3.3.4 - Extraction des matériaux

L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche par gradins successifs. L'abattage est réalisé au moyen d'explosifs.

Les cotes minimales d'extraction sont celles prévues à l'article 1.1.6. Limites de l'autorisation.

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites sur lesquelles porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Cette distance est également adaptée dans les conditions prévues à l'article 4.3 relatif aux milieux naturels du présent arrêté.

Une banquette doit être aménagée au pied de chaque gradin. Sa largeur, en cours d'exploitation, sera déterminée par l'exploitant en fonction de l'évaluation des risques prévue par le code du travail. En position ultime, une banquette d'au moins 5 mètres de large sera conservée entre les niveaux résiduels.

La hauteur des fronts d'exploitation (d'abattage) et de découverte est limitée à 15 mètres.

L'exploitant respecte les préconisations réalisées par le CEREMA en mai 2021 pour assurer la stabilité de la partie Sud de la fosse :

- le maintien des fronts supérieurs (n°2 à 5) dans leurs positions actuelles dans la zone Sud de la fosse dont la position est matérialisée en annexe I ;
- le maintien du pied au niveau des fronts inférieurs (n°6 et 7) à l'angle Sud du gisement par le maintien d'une banquette d'une dizaine de mètres de large.

Concernant la stabilité du massif et son suivi, l'exploitant se réfère également à l'article 9.4 du présent arrêté.

Les fronts de taille, remblais, verses ou dépôts sont exploités sans créer d'instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves.

Le périmètre de la fosse autorisée en exploitation est matérialisée sur le plan de l'annexe I.

Article 3.3.5 - Stockage et traitement des matériaux extraits

Les matériaux extraits sont repris par des engins adaptés pour être acheminés vers l'installation de traitement des matériaux.

Les matériaux traités en attente d'expédition sont stockés sur des hauteurs maximales de 10 mètres.

L'exploitant prend toute disposition pour que les stocks ne soient pas être à l'origine d'envol de poussière conformément aux articles du titre 5 du présent arrêté.

Article 3.3.6 - Circulation des engins et véhicules

À l'intérieur du site, les véhicules circulent sur les voies, espaces, pistes de circulation aménagés pour accéder aux installations. Les pistes auront une largeur adaptée à la circulation et les pentes inférieures à 15 %.

Elles sont entretenues en permanence pour maintenir un revêtement correctement nivelé.

Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. Toutes dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de la carrière et leur chargement ne conduisent pas à des pertes de matériaux, envols ou dépôts chez des tiers ou sur la voie publique.

Les aires d'enlèvement des matériaux et la circulation sur le site sont organisées de manière à séparer au maximum les différents flux de trafic des engins d'exploitation et des transporteurs.

Un plan de circulation et une signalisation visibles et explicites seront en place à l'entrée et sur le site.

La vitesse des véhicules est limitée 30 km/h sur l'ensemble du site. Un panneau lisible et adapté est mis en place sur le site aux endroits pertinents.

Article 3.4 - Tirs de mines

Article 3.4.1 - Dispositions générales

Les prescriptions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions particulières imposées en application du code de la défense.

Il n'y a aucun stockage permanent d'explosifs sur le site. Les explosifs sont présents uniquement pour les besoins des tirs et évacués le jour même s'ils n'ont pas été utilisés.

Les tirs de mines sont réalisés conformément à la réglementation en vigueur par du personnel formé, qualifié et expérimenté.

Une purge systématique du front de taille est réalisée après chaque tir.

Les incidents de tirs (projections extérieures au périmètre de la carrière, incidents...) sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai et font l'objet d'un retour d'expérience immédiatement exploité.

Les déchets issus des tirs sont gérés conformément à l'article 7.2.6 du présent arrêté.

Article 3.4.2 - Informations préalables au tir – Périmètre de sécurité

Les tirs d'abattage sont réalisés les jours ouvrables (sauf les samedis).

Les riverains et la municipalité de VAIRÉ sont informés des consignes qui précèdent les tirs d'abattage. Sur demande, les riverains peuvent être informés à l'avance des jours de réalisation des tirs de mines par tout moyen adapté convenu avec l'exploitant.

Un signal sonore d'une intensité et d'une durée suffisante pour prévenir du tir est déclenché immédiatement avant la mise à feu.

L'exploitant définit le périmètre de sécurité lié au tir et prend toutes les dispositions nécessaires pour faire évacuer et garder le périmètre dangereux.

Article 3.4.3 - Préparation des tirs de mines

L'exploitant définit un plan de tir en prenant en compte l'ensemble des gênes et des nuisances susceptibles d'être induites et assure la sécurité du public pendant les tirs.

Le positionnement des trous de mines sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs.

La maîtrise de l'épaisseur de la banquette à abattre sera assurée par une foration implantée de manière précise et permettant de repérer la position des trous de mines par rapport au front de taille. Cette implantation est effectuée par des moyens tels que des lasers. A défaut d'implantation précise, la qualité de la foration est contrôlée par des moyens appropriés (par exemple des sondes électromagnétiques).

Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner en particulier l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (faille, vide, karst, argile...).

Toutes dispositions sont mises en œuvre (orientation des fronts de taille, réduction des charges unitaires et totales d'explosifs, durée des tirs,...) pour éviter toute projection de pierre à l'extérieur de l'emprise de la carrière et maintenir dans des limites acceptables pour l'environnement les vibrations et la pression acoustique induites par les tirs d'abattage ainsi que leur perception.

Toutes dispositions sont prises (bourrage, recouvrement des cordeaux détonants, des raccords de surface, choix du procédé d'amorçage) pour limiter au mieux les effets sonores du tir.

Article 3.4.4 - Valeurs limites des vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de ce présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposable aux tiers publiés à la date de ce présent arrêté.

Par ailleurs, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires lors des tirs de mines.

Article 3.4.5 - Surveillance des vibrations et de la pression acoustique

Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique à au moins 1 emplacement.

L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement de la vitesse particulière en fonction du temps dans la bande de fréquence allant de 1 à 150 Hz avec des amplitudes comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. Il doit également permettre la mesure de la pression acoustique en dB ou en Pa.

Sous réserve de l'accord des propriétaires, un emplacement de mesure est situé au niveau de l'habitation la plus proche de chaque tir. A défaut d'accord des propriétaires, un emplacement représentatif de celui susmentionné, aménagé à cet effet et constitué de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagé sur le rocher s'il est affleurant, peut être utilisé pour les mesures.

Les analyseurs de vibrations et les appareils associés doivent être vérifiés et contrôlés tous les ans par un organisme extérieur. L'exploitant doit conserver une trace des attestations ou des rapports de contrôles pendant au moins 3 ans.

En cas de dépassement des valeurs (vitesse particulière) prescrites, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai d'une semaine suivant le tir. Cette information identifie l'origine du dépassement et les dispositions mises en œuvre pour éviter son renouvellement.

Article 3.4.6 - Enregistrements (tirs de mines)

Pour chaque tir, l'exploitant dispose au minimum des indications suivantes :

- identification de la carrière ;
- date et heure du tir ;
- plan du gisement avec position du tir ;
- description détaillée du tir :
 - nombre de trous ;
 - masse totale d'explosifs ;

- charge unitaire ;
 - nature des explosifs ;
 - mode d'amorçage ;
 - durée du tir ;
 - plan du tir en coupe et vue de dessus ;
 - résultat des contrôles de foration et d'épaisseur de la banquette à abattre ;
- résultats des mesures de vibrations et de pressions acoustique :
- identification de l'appareil de mesures ;
 - localisation de la mesure ;
 - enregistrement fourni par l'appareil (vibrations et pression acoustique).

Ces informations sont conservées dans un registre spécial archivé pendant au moins 3 ans par le responsable technique de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.4.7 - Transmission des résultats

Les plans de tirs et les résultats des mesures doivent être conservés pendant toute la durée d'exploitation de la carrière et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.5 - Remblayage

Article 3.5.1 - Généralité

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière doivent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé reprises ci-dessous.

Un panneau à l'entrée du site indique la nature des déchets inertes admis pour recyclage ou remblaiement.

Article 3.5.2 - Déchets extérieurs acceptés

La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne devra pas dépasser 300 000 t/an (176 000 m³/an).

La quantité totale restant à mettre en place pour finaliser le remblaiement des 3 ha dédiés à cette activité est de 765 000 t (soit 450 000 m³) (janvier 2022).

Les seuls déchets externes admissibles pour leur recyclage ou le remblayage du site sont les déchets inertes suivants (au sens de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumeux ne contenant pas de goudron	Uniquement de faibles quantités restant en mélange avec d'autres déchets autorisés après un tri selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable. Et ayant fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant sont interdits.

Les déchets ayant les codes suivants : 17 01 01 et 17 03 02 sont uniquement recyclés sur la plate-forme et ne concourent pas au remblaiement de la fosse.

Article 3.5.3 - Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Cette procédure, et les consignes relatives à cette procédure, sont portées à la connaissance des personnels et restent disponibles, notamment à l'accueil de la carrière et à la bascule.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis pour être recyclés ou être utilisés pour le remblayage de la carrière.

L'installation ne peut admettre ni stocker :

- déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement, notamment les déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- déchets non pelletables ;
- déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- déchets radioactifs.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article 3.5.2, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés, y compris pour les apports ponctuels ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés ci-dessus.

Article 3.5.4 - Document d'acceptation préalable

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Article 3.5.5 - Contrôle des apports de déchets

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation de mise en remblai ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article 3.5.6 ;
- le départ du véhicule de transport des apports après autorisation de mise en remblai des matériaux déchargés.

Les personnes chargées de la vérification et du contrôle de la conformité du chargement ont reçu une formation à cet effet.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu à l'article 3.5.4 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Article 3.5.6 - Registres

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code déchet au regard de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité du déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 3.5.5 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission ;
- la localisation du dépôt sur le plan topographique mis en place permettant de localiser la zone de remblais correspondante.

Le registre d'admission est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

Article 3.5.7 - Plate-forme recyclage

Une plate-forme de recyclage des déchets inertes, correctement dimensionnée et matérialisée, est mise en place sur le site.

Les tas de déchets sont correctement gérés, leur durée de transit est inférieure à 3 ans.

Les tas sont maintenus à une hauteur n'impactant pas le paysage (10 m maximum).

Article 3.5.8 - Mise en œuvre des remblais

Les déblais sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être poussés en fond de fouille qu'après contrôle visuel.

L'exploitant dispose d'une zone affectée à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés.

Sans préjudice de la réglementation applicable à la protection des travailleurs, l'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement se trouvent en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains. Une signalisation adaptée est mise en place ainsi qu'un dispositif interdisant l'accès.

Les remblais sont mis en place côté Est au sein de l'excavation conformément au plan de phasage figurant en annexe II et à la remise en état fixée à l'article 3.6 du présent arrêté dont le plan est repris en annexe III. La cote finale maximale des remblais ne dépassera pas +42 mNGF.

La terre végétale décapée sur le site et dont l'intégralité a été conservée pour la remise en état est régalande au-dessus des remblais dans les conditions prévues à l'article 3.6 du présent arrêté.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Il définit dans une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais (pente, gestion des eaux ...) notamment afin d'en assurer la stabilité pendant et après l'exploitation. Cette consigne est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lors des phases de déversement des déchets inertes en contrebas, ces déchets doivent être déversés dans l'excavation à partir d'une zone de déchargement sécurisée limitant les risques de chutes des engins dans l'excavation.

Un contrôle visuel régulier de la stabilité des remblais devra être réalisé, en particulier après des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé. Tout problème éventuel fait l'objet d'une traçabilité sur un registre mentionnant les actions correctives et leurs délais de mises en place. Un contrôle à posteriori est réalisé afin de s'assurer de l'efficacité de ces actions. Le cas échéant, de nouvelles actions correctives sont mises en place et contrôlées dans les mêmes conditions jusqu'au retour à la stabilité de la zone.

Pour assurer la stabilité des déchets inertes mis en remblaiement l'exploitant respecte les préconisations intégrées à son dossier de demande d'autorisation à savoir :

- la réalisation d'un talus de pente 2/1 ;
- la mise en place de risbermes de 4 mètres de large tous les 4 mètres de haut avec une carapace en matériaux pied de butte compacté ;
- de respecter les conditions de mise en œuvre des remblais indiqué dans le guide des terrassements routiers (GTR) (« méthode excédentaire ») où une attention particulière devra être portée à la teneur en eau des matériaux lors de leur mise en place et donc de privilégier les matériaux les moins sableux (car contenant le moins d'eau) ;
- de mener des actions soient menées sur les talus de grandes hauteurs (ensemencement par exemple).

Un contrôle à minima annuel spécifique est réalisé dans les conditions prévues par l'étude ARCADIS de mars 2021 avec la mise en place de repères fixes repérables par un géomètre (piquets de géomètre par exemple) pour un suivi planimétrique et altimétrique, afin de contrôler le bon comportement général du remblai vis-à-vis des phénomènes de glissement. Ce rapport est conclusif sur la stabilité du massif, le cas échéant des actions correctives sont proposées et mises en place par l'exploitant. Si besoin, ce suivi est complété en accord avec un bureau d'étude reconnu pour ses compétences dans ce domaine.

Article 3.6 - Remise en état du site

Article 3.6.1 - Conditions générales

La remise en état est coordonnée à l'exploitation dans les conditions prévues par le phasage d'exploitation définissant les garanties financières à constituer pour chaque phase.

Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

Article 3.6.2 - Nature de la remise en état

La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'exploitation notamment à son plan de remise en état repris en annexe III du présent arrêté et est constituée de plusieurs milieux à usage distinct :

- Plan d'eau de 23,3 ha ;
- Prairies sèches et humides ;
- Forêt et espace boisé .

Le détail des aménagements est repris à l'article 3.6.4. du présent arrêté.

Article 3.6.3 - Mise en sécurité du site

La remise en état comporte notamment les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur ;
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site ;
- le maintien de la clôture et des panneaux avertissant des dangers du site .

Article 3.6.4 - Description de la remise en état

Les différents milieux remis en état sont ici détaillés :

- **d'un plan d'eau d'environ 23,3 ha d'une profondeur maximum de 93 m.** Le volume total final disponible est estimé à 11,1 millions de m³ d'eau (durée de remontée des eaux de 26 ans). Ce plan d'eau aura un exutoire au Sud-Est dans La Vairé à +30 mNGF environ dont le débit de rejet sera limité à 3 l/s/ha. Dans le secteur Sud et Est, les deux fronts supérieurs seront aménagés en pente douce ;
- de prairies sèches à roche affleurante (Sud) ;
- de prairies humides (secteur Sud-Est) à proximité de l'exutoire du plan d'eau par la création de dépressions à fonds argileux à profondeur variant de 0,2 à 1 m. Les bassins de décantation seront maintenus et en partie comblés pour les rendre moins profonds, leurs berges seront aménagées en pentes variables et le linéaire de berge sera rendu irrégulier ;
- de forêt : la plate-forme Sud-Ouest sera reboisée avec des essences recensées sur le terrain (Chênes, Erables, Charmes, Merisiers, Sureaux, Prunelliers,...) ;
- d'une zone restituée en bois (en conformité avec le PLU modifié en février 2021) pour la création d'un « espace boisé classé » et en prairie parsemée de bosquets (zone remblayée à l'Est).

Les merlons périphériques seront conservés excepté au Nord-Est pour la mise en valeur de la zone des Menhirs et du plan d'eau.

Les menhirs seront rendus accessibles par la mise en place d'un cheminement piétonnier et d'une signalisation adéquate. Le Menhir de la Pierre de la Combe se trouvera sur le belvédère donnant vu sur le plan d'eau

Le pourtour de la carrière fera l'objet d'aménagement de cheminements.

TITRE 4 - MILIEUX NATURELS ET PATRIMOINE

Article 4.1 - Intégration paysagère

Article 4.1.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Le site et de ses abords, y compris les bâtiments et les installations, sont aménagés, maintenus propres et entretenus en permanence.

Les points d'accumulation de poussières, y compris sur les abords extérieurs du site, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues, de déchets, ... Les voies de circulation internes et les aires de

stationnement sont aménagées et entretenues. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

L'exploitant procédera au nettoyage immédiat de la route en cas de salissure de la voie publique par les véhicules quittant le site.

Article 4.1.2 - Impact visuel

Pour limiter l'impact visuel de la carrière, l'exploitant procède à la création d'un merlon en bordure Nord de l'emprise de la fosse d'excavation.

Le merlon Est est rehaussé jusqu'à une hauteur de 8 m maximum.

Article 4.1.3 - Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

Article 4.2 - Patrimoine Archéologique

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant informe sans délai le préfet, le maire de la commune et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Les vestiges sont protégés et conservés sur place jusqu'à leur prise en charge par les agents de la DRAC.

Article 4.3 - Milieux naturels

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions des articles ci-dessous.

Article 4.3.1 - Mesures d'évitement liées aux milieux naturels

Les mesures d'évitement permettent de conserver :

- les zones humides au Nord de la fosse ;
- les habitats communautaires au Nord-Ouest du site ;
- les vieux chênes, habitats potentiels du Lucane cerf-volant ;
- la mare (ancien bassin) au Nord-Ouest du site ;
- la mare à Triton palmé et Grenouille agile au Nord-Est du site.

Les plans identifiant les périmètres d'autorisation et d'extraction présentés en annexe tiennent compte de ces mesures d'évitement.

Article 4.3.2 - Mesures de réduction liées aux milieux naturels

Une distance de protection de 15 m est maintenue autour des zones humides Nord.

La zone classée en « espace boisée remarquable » au Nord du site n'est défrichée qu'à hauteur de 2 ha dans la version finale du projet. Ce défrichement est réalisé en deux phases : sous 1 an (parcelle D25 à l'Ouest du Menhir) et sous 5 ans (parcelle D26 et D751 à l'Est du Menhir). Un avis de non opposition a été délivré par le maire le 28 juin 2021.

Les plans identifiant les périmètres d'autorisation et d'extraction présentés en annexe tiennent compte de ces mesures de réduction d'impact.

L'avis favorable du 4 novembre 2021 pour la dérogation espèces protégées concernant le renouvellement et la modification de l'autorisation ICPE de la carrière de la Vrignaie sur la commune de Vairé est assorti des conditions reprises au titre 12 du présent arrêté (interventions sur la végétation du bassin Nord-Ouest et dans sa proximité.

Article 4.3.3 - Mesures de compensation liées aux milieux naturels

Les mesures de compensation sont celles établies dans le dossier de demande d'autorisation et consistent principalement à restaurer des habitats de reproduction pour les deux espèces par la restauration d'un ancien bassin, de deux mares, la mise en place de deux hibernaculum et la préservation d'un corridor boisé au Nord.

Article 4.3.4 - Mesures d'accompagnement liées aux milieux naturels

L'exploitant veille à la bonne gestion de ces mesures et en assure le suivi :

- en phase chantier : suivi pour la création des noues et du pré-bassin (restauration de l'ancien bassin), le curage de la mare n°1, la mise en place d'un hibernaculum ;
- en phase d'exploitation : suivi (via plusieurs passages dans différentes périodes) réalisé sur les années n+1, n+2, n+3, n+5 et n+10 après l'année de la délivrance de l'arrêté. Ce suivi est réalisé en fonction des espèces recherchées.

Chaque suivi fait l'objet d'un compte rendu écrit conclusif sur la qualité des mesures mises en place et est accompagné si besoin de préconisation sur les mesures correctives si les objectifs ne sont pas atteints.

L'avis favorable du 4 novembre 2021 pour la dérogation espèces protégées concernant le renouvellement et la modification de l'autorisation ICPE de la carrière de la Vrignaie sur la commune de Vairé est assorti des conditions reprises au titre 12 du présent arrêté.

TITRE 5 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 5.1 - Conception des installations

Article 5.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses et y compris en période d'inactivité. En particulier, les bâtiments et les installations sont entretenus en permanence et maintenus en bon état de propreté.

L'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 5.1.2 - Prévention des envols de poussières

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage ;
- le crible primaire fait l'objet des travaux de réfection de bardage sur ses faces Nord et Est (phase 1) ;
- le concasseur primaire est maintenu au sein de la fosse et est équipée d'un système d'abattage des poussières par pulvérisation, le bardage en place est un bardage double peau ;
- des asperseurs ou des goulottes rétractables sont installés à la jetée des tapis transporteurs de matériaux ;
- lors du déplacement de traitement secondaire et tertiaire en phase 1 les appareils de concassage, de broyage et de criblage de l'installation seront intégralement bardés double peau avec calfeutrement et dispositif d'aspiration (avec rejet interne au bâtiment) ;
- la piste d'accès, reliant les sorties Nord et Sud, est revêtue d'un enrobé sous 2 ans ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est limitée ;
- les pistes et les zones de stockage sont arrosées par temps sec ;
- à la mise en place des nouvelles installations, la piste d'accès au poste de chargement est pourvu d'un système d'asperseur automatique ;
- pour toutes les installations, les ouvertures (tapis) sont aussi réduites que possible et couvertes de lanière plastique ;
- le merlon Est est rehaussé, sa hauteur maximale est de 8 m.

Certains des travaux susmentionnés, concourant à limiter le bruit issu de l'établissement, sont repris à l'article 8.1.1 et leurs délais d'exécution rappelés à l'article 11.2 du présent arrêté.

Article 5.2 - Plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement

Article 5.2.1 - Composition du Plan de surveillance

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (type a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (type b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (type c).

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.2.2 - Suivi des retombées de poussières

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois selon la norme NF X 43-014.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 5.3, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance la fréquence de suivi peut devenir semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ prévue au paragraphe précédent et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Article 5.2.3 - Suivi des conditions météorologiques au droit du site

Le suivi des retombées de poussières est corrélé aux conditions météorologiques présentes au moment des campagnes de mesures. En l'absence de plan de protection de l'atmosphère, l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques est possible.

Article 5.3 - Bilan des mesures de poussières

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, de la valeur de retombées de poussières, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante dans le cadre de la campagne GEREPE conformément à l'article 2.9 ci-dessus.

TITRE 6 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 6.1 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux applicables sur le territoire de la carrière.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Des mesures particulières doivent être prises pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel. En particulier, les écoulements d'eau pluviale sur la carrière et ses aménagements ne doivent pas, par leur volume, leur nature ou par entraînement d'éléments provoquer des dégradations à l'extérieur du site.

Article 6.2 - Prélèvements et consommations d'eau

Article 6.2.1 - Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Une partie des eaux pompées pourra servir pour les différentes installations.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les eaux extérieures au site n'entrent pas sur les terrains d'emprise de la carrière. Elles sont déviées par un fossé périphérique drainant les eaux de ruissellement ou par la mise en place de merlons.

Article 6.3 - Collecte des effluents liquides

Article 6.3.1 - Dispositions générales

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 6.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 6.4 est interdit. En particulier, tout rejet dans la nappe souterraine, des puits ou des puisards est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Article 6.3.2 - Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et résister dans le temps aux actions physiques des effluents.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état.

Un système permet l'isolement des réseaux d'effluents de l'établissement par rapport à l'extérieur (vannes notamment). Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne et tracé.

Article 6.3.3 - Plan des circuits d'eau

Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux sur le site sera établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce document permettra d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellements, exhaure, ...).

Article 6.4 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article 6.4.1 - Identification des effluents

Les différentes catégories d'effluents doivent être identifiées :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement, eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules) ;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux polluées : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières, ... ;

- les eaux résiduaires après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine.

Article 6.4.2 - Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 6.4.3 - Eaux de procédés des installations

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du périmètre autorisé sont interdits. Sur les installations modernisées les eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation est prévu en cas de rejet accidentel.

Les eaux pompées en fond de carrière sont remontées vers 2 bassins de décantation en série en bordure Sud-Est. Leur surface totale est de 650 m² permettent la décantation des particules fines. A partir du premier bassin de décantation de l'eau est prélevée pour être utilisée pour l'arrosage des pistes, le lavage des engins, le rotoluve, la rampe d'arrosage des camions de commercialisation et également en eau d'appoint pour les installations de traitement (lavage des granulats, abattage de poussières,...). Le trop plein est rejeté dans le ruisseau de Vairé après passage dans le deuxième bassin de décantation. Une vanne sera implantée en sortie du bassin de décantation.

La plate-forme Sud-Ouest de valorisation des souches dispose de son propre bassin de décantation. La surverse du bassin est dirigée vers le ruisseau de la Combe longeant le site à l'Ouest. Ce bassin d'une surface de 65 m² permet la décantation des particules fines. Une vanne de confinement est mise en place en sortie de bassin de décantation.

La plate-forme Sud-Est dirige ses eaux soit vers deux bassins de décantation avant rejet soit vers les lagunes des eaux de procédé (c'est le cas des eaux ruisselant sous les installations de traitement) où elles s'infiltreront après décantation.

Les activités relatives au stockage d'hydrocarbures (cuve extérieures aériennes) ou aux huiles utilisées pour l'entretien des engins (à couvert dans l'atelier) sont maintenues sur rétention. La zone de remplissage des engins est étanche et raccordée à un séparateur. Les dispositifs de collecte d'hydrocarbures (décanseurs-séparateurs d'hydrocarbures ...) et les rétentions doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Les justificatifs du nettoyage des décanseurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Des bassins de décantation dédiés aux eaux du lavage des granulats et du rotoluve sont mis en place près des installations modifiées dans le cadre du présent projet. Les eaux de lavage circuleront en circuit fermé.

L'installation de graves ciments, modifiée dans les conditions prévues par le présent projet, dispose de bassins dédiés à son fonctionnement en circuit fermé, les eaux de process ne sont pas rejetées vers le milieu. Un apport d'eau d'appoint peut être réalisé.

Article 6.4.4 - Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction inertes

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockages des déchets d'extraction inertes ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

Article 6.4.5 - Eaux de ruissellement des zones de stockages des déchets inertes utilisés pour le remblayage

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.

Article 6.4.6 - Analyses des eaux provenant des activités de la carrière

Les eaux sont rejetées au milieu naturel dans les conditions ci après définies :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°	
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	PK = 999,2	
	Lambert 93	Lambert 2 étendu
X	335 453 m	285 899 m
Y	6 621 804 m	2 185 670 m
Milieu naturel récepteur (nom du cours d'eau)	Le ruisseau de Vairé	
Nature des effluents	Eaux issues des bassins de décantation de la carrière	
Température des effluents	Inférieure à 30 °C	
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	
Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales) (norme NF T 90 105)	Inférieure à 35 mg/l	
DCO (demande chimique en oxygène) (norme NF T 90 101)	Inférieure à 125 mg/l sur effluent non décanté	
HC (hydrocarbures) (norme NF T 90 114)	Inférieur à 10 mg/l	
Modification de couleur du milieu récepteur	Inférieur à 100 mg/Pt/l	
Débit maximum journalier	3 l/m ² /s	

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les paramètres MEST – DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'exploitant fait réaliser une fois par an par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.4.7 - Analyses des eaux provenant de l'activité de traitement des souches

L'exploitant procède aux analyses sur les paramètres et fréquences prévues par l'arrêté ministériel encadrant la rubrique mentionnée à l'article 11.3 du présent arrêté encadrant l'activité de broyage de souches soumis au régime de la déclaration sur le point de rejet identifié ci-dessous :

Point de rejet vers le milieu récepteur		
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	PK = 998,93	
	Lambert 93	Lambert 2 étendu
X	334 639 m	285 084 m
Y	6 622 005 m	2 185 865 m
Milieu naturel récepteur (nom du cours d'eau)	Ruisseau de La Combe	
Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales) (norme NF T 90 105)	la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà	
DCO (demande chimique en oxygène) (norme NF T 90 101)	la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà	
HC (hydrocarbures) (norme NF T 90 114)	10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j	

L'exploitant fait réaliser une fois par an par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.4.8 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Article 6.4.9 - Aménagement des points de prélèvements

L'émissaire de rejet doit être muni d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. La quantité des eaux pompées doit faire l'objet d'un suivi mensuel.

Les points de prélèvement sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 6.5 - Eaux souterraines - Réseau et programme de surveillance des eaux souterraines

L'exploitant établit un programme de surveillance du niveau des eaux souterraines dans les puits situés dans un rayon de 300 m autour de l'excavation sous réserve de l'accord des propriétaires. Il identifie les ouvrages pertinents à intégrer au suivi au vu des conditions piézométriques de la zone. Le suivi est à minima annuel et est au moins réalisé en période de « basses eaux ».

Le rapport de suivi est conclusif sur les variations de niveau d'eau au sein des puits ou forages étudiés et remis dans le contexte météorologique.

TITRE 7 - DÉCHETS PRODUITS

Article 71 - Déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière

Les principaux déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière sont :

- la terre végétale (estimé à 14 500 m³) ;
- la découverte (estimée à 360 000 m³) et des stériles (estimé à 193 800 m³) (code déchet 01 01 02) ;
- les boues de lavage et décantation naturelle 1 000 à 2 000 t/an (sans ajout de floculant) (code déchet 01 04 12).

Les zones prévues pour le stockage des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière sont les suivantes :

- la terre végétale est utilisée pour la réalisation d'aménagements (merlon périphérique, réaménagement final,...) ;
- les terres de découvertes et stériles peuvent être commercialisés ou utilisés dans le cadre des aménagements relatifs à la carrière (merlon, remblaiement,...) ;
- les boues sont mises au sein de la zone en remblaiement.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets d'extraction résultant de l'activité de la carrière, utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière, ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les installations de stockage de déchets d'extraction sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondantes.

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Article 7.2 - Déchets autres que les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière

Article 7.2.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L.541-1 du code de l'environnement :

1° en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° Pour les autres déchets, de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation ;
- d) l'élimination.

Article 7.2.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-128-1 à R.543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R.543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R.543-195 à R.543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R.543-17 à R.543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R.541-225 à R.541-227 du code de l'environnement.

Article 7.2.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions :

- ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement,
- ne constituant pas de point d'appel visuel sur le site.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

Article 7.2.4 - Traitement ou élimination des déchets

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés aux articles L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 7.2.5 - Transport et suivi

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-63 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en application du règlement (CE) n° 1013/2006 modifié du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.2.6 - Déchets issus des tirs de mines

- Les déchets dangereux, à l'exclusion des déchets d'explosifs intransportables pour des raisons de sécurité des travailleurs qui sont issus des opérations menées sur le site, sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement et à prévenir le risque d'explosion.

Les déchets d'explosifs intransportables pour des raisons de sécurité des travailleurs, issus des opérations menées sur le site, peuvent être brûlés à une distance d'au moins trente mètres de toute cible (personnes, stockages de produits dangereux, véhicules...), à condition que ne soient pas brûlées des quantités d'explosifs supérieures à 500 g à la fois et que ces opérations aient fait l'objet d'une étude de sécurité spécifique au titre de la sécurité des travailleurs, d'une procédure et d'une consigne de sécurité.

Avant l'achat de composants de fabrication d'explosifs, l'exploitant s'assure auprès de ses fournisseurs de l'existence d'une filière de collecte des composants commandés non utilisés et des produits

déconditionnés. Il doit être fait mention de cette filière dans un document formalisé conservé par l'exploitant. Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.) est tenu à jour. L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés trois ans.

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit à l'exception des cas prévus au premier paragraphe.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

Article 8.1 - Dispositions générales

Article 8.1.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

En particulier, les aménagements suivants sont réalisés :

- en phase 1, les installations de traitement secondaire et tertiaire sont déplacées conformément au dossier de demande d'autorisation et respectent les préconisations reprises dans l'étude d'impact à savoir :
 - le bardage intégral double peau avec calfeutrement du bâtiment de broyage secondaire/tertiaire,
 - le bardage intégral double peau avec calfeutrement du bâtiment de criblage secondaire,
- en phase 1, les installations primaires font l'objet des travaux suivants :
 - le remplacement du bardage du bâtiment de criblage primaire dans son intégralité est réalisé.
- pour toutes les installations, les ouvertures (tapis) sont aussi réduites que possible et couvertes de lanière plastique afin de limiter le bruit aux voisinages.
- Le rehaussement du merlon Est est réalisé. Sa hauteur maximum est de 8 m.

Les matériaux extraits sont évacués par bandes transporteuses, en fonctionnement normal. Les bandes et dispositifs d'entraînement sont régulièrement contrôlés, notamment pour prévenir toute nuisance acoustique.

Certains des travaux susmentionnés, concourant à limiter la propagation des poussières issues de l'établissement, sont repris à l'article 5.1.2 et leurs délais d'exécution rappelés à l'article 11.2 du présent arrêté.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 8.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par les articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

Les engins intervenant sur le site sont équipés d'avertisseurs de recul de type « cri du Lynx ».

Article 8.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 8.2 - Niveaux acoustiques

Article 8.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).

Les zones à émergence réglementée, définies à la date du présent arrêté, sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Article 8.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement ne doivent pas dépasser, lorsque les installations sont en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Article 8.2.3 - Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définie dans le tableau ci-dessus.

Article 8.2.4 - Surveillance des niveaux sonores et émergences

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Une mesure est réalisée dans les 6 mois suivants la modification des travaux des installations secondaires/tertiaires comme prévu à l'article 8.1.1 ci-dessus. Une mesure est réalisée dans les 6 mois

suyvants les travaux de remplacement du bardage du criblage primaire. Ces deux campagnes de mesures peuvent être regroupées.

Par la suite, l'exploitant fait procéder au moins tous les 3 ans ou dès que l'extraction se rapproche des zones habitées à une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.

L'exploitant prend les mesures correctives (avec échéancier) nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée ou postérieurement à des actions correctives visant au retour à la conformité des installations.

TITRE 9 - PREVENTION DES RISQUES

Article 9.1 - Dispositions générales

Article 9.1.1 - Conception des installations

Les installations, comprenant tant leurs abords que leurs aménagements intérieurs, sont conçues de manière à limiter la propagation d'un sinistre, à permettre une intervention rapide et aisée des secours, à éviter tout incident ou perte de temps susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de lutte et faciliter l'évacuation du personnel.

Pour cela les dispositions suivantes sont notamment mises en œuvre :

- l'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- l'exploitant fixe des règles de circulation pour éviter d'endommager les installations et d'encombrer la voie des engins et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié (panneaux de signalisation, marquages au sol, consignes...) ;
- les véhicules ou engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès nécessaires aux pompiers et les issues de secours dégagées, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant prend également toutes dispositions nécessaires pour assurer la stabilité des aménagements qu'il a réalisés. Ces aménagements ne doivent pas être à l'origine de risques (mouvement de terrain, de matériaux, coulée de boue,...) pouvant avoir des conséquences à l'extérieur de l'emprise du site.

Article 9.1.2 - Etat des stocks et étiquetage des produits

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger correspondants.

Article 9.1.3 - Zones dangereuses et zonage interne

L'exploitant identifie les zones dangereuses de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion...) ou présentant un risque particulier pour les personnes (noyade, enlèvement, chutes...).

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.

Les dangers pour les personnes, notamment l'ensevelissement, les chutes, la noyade... sont explicitement signalés par des panneaux apposés, accompagnés des consignes à observer, aux abords des zones dangereuses et du périmètre clôturé.

L'accès aux zones dangereuses, en particulier les chantiers de découverte ou d'exploitation, les bassins de décantation, les installations de traitement..., est protégé par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les dangers sont signalés.

Article 9.1.4 - Réseaux, canalisations et équipements

Les réservoirs, canalisations et équipements satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction de leur utilisation afin d'éviter qu'ils soient sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).

Ils sont protégés des agressions qu'ils peuvent subir (chocs, vibrations, écrasements, corrosions...) entretenus et contrôlés périodiquement. Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.

Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de les reconnaître (plaques d'inscription, code des couleurs...). L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

Article 9.2 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale ou en cas d'accident (rupture ou fuite de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres dans les égouts publics ou vers le milieu naturel, en particulier :

I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ou sur une aire étanche équivalente. Les eaux et liquides ainsi collectés font l'objet d'un traitement préalable dans un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. L'aire de lavage des engins est étanche et reliée à un débourbeur puis un séparateur à hydrocarbures. La nouvelle zone de bascule est reliée à un débourbeur puis un séparateur à hydrocarbures.

Le dispositif de ravitaillement est équipé de pompes à arrêt automatique. Les flexibles de distribution ou de remplissage sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard 6 ans après leur date de fabrication. Il existe une surveillance lors du remplissage des réservoirs.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale des fûts lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Des moyens sont mis en œuvre pour vérifier leur niveau de remplissage, à tout moment, et empêcher notamment leur débordement en cours de remplissage. Au besoin, un dépassement de niveau haut déclenche une alarme.

IV. Les rétentions doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Le fond des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.

Les opérations de vérification, d'entretien et de vidange des rétentions sont tracées.

Les produits répandus en cas d'accident doivent être récupérés. Ils ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés soit éliminés comme les déchets.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI. L'exploitant dispose de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures.

VII. Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate.

VIII. Les dispositifs permettant le confinement des produits ou matières dangereuses, ainsi que des eaux d'extinction notamment ceux mentionnés à l'article 6.4.3 ci-dessus sont correctement entretenus et sont vérifiés au moins 1 fois par an.

Article 9.3 - Prévention des incendies

Article 9.3.1 - Autorisation de travail - permis de feu

Dans les installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Dans ces installations recensées à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et

la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Article 9.3.2 - Moyens de lutte contre l'incendie

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont judicieusement répartis dans l'établissement. Ces matériels sont en nombre suffisant et immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

L'établissement dispose :

- d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³, accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie avec une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m² (8 m x 4 m) conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 ;
- un panneau signalera cette réserve (lettre rouge sur fond blanc précisant « réserve d'incendie capacité 120 m³ ») ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre (pelle,...) à proximité des installations de distribution de carburant ;

Le site doit en permanence être accessible aux engins de secours.

Le personnel présent disposera d'une liaison téléphonique permettant de joindre les services de secours (18 ou 112).

En cas d'incendie, les eaux polluées seront collectées et stockées sur le site en vue de leur élimination.

Article 9.3.3 - Vérification périodique des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 9.4 - Risque géotechnique

Article 9.4.1 - Distances limites et zones de protection

L'exploitation du gisement prend en compte les distances limites, zones de protection, profils de fronts et autres aménagements définis plus haut notamment aux articles 3.3.4 afin d'assurer la stabilité des fronts Sud de la fosse et 3.5.8. afin d'assurer la stabilité du remblai.

Article 9.4.2 - Surveillance du chantier

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de gel ou de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé.

Les risques d'effondrements donnent lieu à des interventions sans délai. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaires, le cas échéant.

Article 9.4.3 - Surveillance géotechnique de la fosse

L'exploitant entretient le réseau d'instrumentation mis en place dans le cadre du suivi de la stabilité des fronts notamment celle du front Sud.

L'exploitant fait réaliser un suivi géotechnique par une instrumentation adaptée (inclinomètre,...). Un bilan sur la stabilité est réalisé tous les ans. Ces études sont conclusives quant au risque d'instabilité à court, moyen et long terme. En l'absence de désordres géotechniques l'exploitant fixe la fréquence du suivi à réaliser en accord avec le prestataire reconnu pour ses compétences dans le domaine. Cette fréquence ne peut excéder 3 mois.

L'ouverture d'un nouveau palier fait l'objet d'une conclusion spécifique sur la stabilité et le cas échéant est accompagné de mesures correctives (avec échancier).

Au moment de la notification de la cessation d'activité, une étude des instabilités rocheuses est également effectuée par une société spécialisée et indépendante et transmise au préfet avec le dossier accompagnant cette notification.

Les rapports de suivi sont tenus à disposition de l'inspection. Toutefois, si une instabilité compromettrait la sécurité du site et de ses environs, ou remettant en cause les prescriptions du présent arrêté, l'exploitant en informe sans délai l'inspection.

Article 9.4.4 - Etude du rôle de l'eau au sein du massif

Conformément aux préconisations de l'étude CEREMA de janvier 2022, l'exploitant met en place un dispositif permettant le suivi en continu (minimum journalier, le pas de temps étant définie avec le prestataire retenu par l'exploitant) du niveau piézométrique et des inclinomètres. La pertinence du suivi (identification des instruments à équiper, fréquence des relevés) est défini en accord avec le bureau d'étude spécialisé.

Dans les 15 mois suivants la délivrance de l'arrêté, l'exploitant transmet une étude conclusive sur le rôle de l'eau présente dans le massif sur l'instabilité surveillée en partie Sud de la fosse. L'étude tend notamment à définir si les largeurs de banquettes indiquées comme nécessaire à maintenir sur les fronts supérieurs et les futurs fronts sont remises en cause par la présence d'eau au sein du massif. Le cas échéant, des préconisations sont réalisées sur les différentes techniques envisageables pour un retour à la stabilité.

Cette étude est réalisée par un bureau d'étude reconnu pour ses compétences en matière géotechnique.

Article 9.5 - Formation du personnel – consignes

L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux produits manipulés, les installations utilisées et les consignes de sécurité et d'exploitation.

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage d'hydrocarbures ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses (carburant, huile ou autre polluant) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la nécessité de collecter et de confinement des eaux d'extinction ;

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du centre antipoison...

TITRE 10 - PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES SPÉCIFIQUES

Article 10.1 - Mise en place d'une commission locale

En relation avec la commune de Vairé, l'exploitant met en place et anime un comité de suivi composé au moins de représentants des riverains de la carrière et de la municipalité de Vairé. Ce comité se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'exploitant.

L'exploitant présente notamment au comité la synthèse annuelle des informations relatives au suivi environnemental du site et aux actions mises en œuvre.

Article 10.2 - Compte rendu

Les comptes rendus de ces commissions sont tenus à disposition de l'inspection.

TITRE 11 - RÉCAPITULATIFS – CONTRÔLES ET DOCUMENTS ASSOCIÉS

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté.

En particulier, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les demandes successives de modifications adressées au préfet ;
- les actes et les décisions administratifs dont bénéficient l'établissement, notamment les arrêtés d'autorisation, les récépissés de déclaration et leurs prescriptions générales et les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et leurs prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les enregistrements, compte-rendus et résultats de contrôles des opérations de maintenance et d'entretien des installations ;
- les enregistrements, rapports de contrôles, résultats de vérification et registres liés à la surveillance de l'établissement et de son environnement ainsi que les rapports de contrôle réglementaires réalisés par des organismes agréés.

Ces justificatifs peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les délais de conservation des suivis sont ceux mentionnés dans les différentes parties de l'arrêté.

Article 11.1 - Récapitulatif non exhaustif des principaux contrôles à réaliser

Article 11.1.1 - Rappel

Le tableau de l'article suivant récapitule les principaux contrôles ou obligations prévus au titre de cet arrêté et leur fréquence ainsi que les documents associés à tenir à disposition ou transmettre à l'inspection des installations classées ou au préfet. L'exploitant n'est pas affranchi des autres contrôles mentionnés par ailleurs dans le présent arrêté et non repris dans le présent tableau.

Article 11.1.2 - Tableau des principaux contrôles/documents obligatoires

Articles	Objets	Fréquence de réalisation	Transmission/mise à disposition
1.4.3, 1.4.4 et 1.4.5	Garanties financières	Lorsque les travaux préliminaires ont été réalisés (art. 3.1.6), 3 mois avant la fin de validité de la phase en cours ou en cas de variation du TP01.	Transmission au préfet
2.1	Récolement prescriptions	Sous 6 mois suivant l'autorisation	Transmission à l'inspection
2.8	Incidents ou accidents	Rapport à transmettre sous 15 jours	Transmission à l'inspection
2.9	Enquête annuelle (GEREP)	Pour l'année n, avant le 31 mars de l'année n+1	Déclaration en ligne
2.10	Plans	Mise à jour annuelle / tenu à disposition	Tenu à disposition
3.4.6	Enregistrements (tirs de mines)	A chaque tir	Tenu à disposition
3.4.5	Surveillance des vibrations et de la pression acoustique	A chaque tir	Tenu à disposition
4.3.4 Titre 12	Mesures d'accompagnement liées aux milieux naturels	En phase chantier	A transmettre à la DDTM et à disposition de l'inspection
		En phase d'exploitation : n+1, n+2, n+3, n+5 et n+10	A transmettre à la DDTM et à disposition de l'inspection
5.2.2 5.2.3	Suivi des retombées de poussières	Trimestrielle ou semestrielle selon les résultats	Tenu à disposition et déclaration GEREP (art. 2.9)
6.3.3	Plan des circuits d'eau	Mise à jour autant que nécessaire	Tenu à disposition
6.4.6	Analyses des eaux provenant des activités de la carrière	Annuelle	Tenu à disposition
6.4.7	Analyses des eaux provenant de l'activité de traitement des souches	Annuelle	Tenu à disposition
6.4.9	Quantité d'eau pompée	Relevé mensuel	Tenu à disposition
8.2.4	Surveillance des niveaux sonores et émergences	- Tous les 3 ans (hors non-conformité) - Postérieurement aux travaux sur les installations	Tenu à disposition
9.1.2	Etat des stocks et étiquetage des produits	Mise à jour autant que nécessaire	Tenu à disposition
9.1.3	Zones dangereuses et zonage interne	Mise à jour autant que nécessaire	Tenu à disposition
9.4.3	Surveillance géotechnique de la fosse	Mesures trimestrielles et bilan annuel	Tenu à disposition ou transmis en cas d'identification d'un danger

Articles	Objets	Fréquence de réalisation	Transmission/mise à disposition
9.4.4	Rôle de l'eau dans le massif vis-à-vis de l'instabilité Sud de la fosse	Sous 15 mois	Transmission à l'inspection

Article 11.2 - Échéances des travaux à réaliser

L'exploitant réalise les travaux portés au tableau suivant les échéances mentionnées ci-après :

Articles	Nature des travaux	Délais de réalisation
8.1.1 5.1.2	Transfert et modifications des installations secondaires et tertiaires qui comprend les aménagements suivants : •le bardage intégral double peau avec calfeutrement du bâtiment de broyage secondaire/tertiaire, •le bardage intégral double peau avec calfeutrement du bâtiment de criblage secondaire, Travaux de reprise du bardage du crible primaire	Phase 1
5.1.2	Mise en place d'un dispositif d'aspersion automatique de la voirie du poste de chargement des nouvelles installations	
4.1.2	Création du merlon en bordure Nord	
4.1.2 5.1.2 8.1.1	Rehaussement du merlon Est	Au fur et à mesure du transfert des installations prévu pour la phase 1 et en priorité en partie Nord.
5.1.2	Mise en enrobé de la piste reliant les sorties Nord et Sud	Sous 2 ans

TITRE 12 - DÉROGATION ESPÈCES PROTÉGÉES (L.411-1 ET SUIVANTS)

Article 12.1 - Nature de l'autorisation

En application du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement, le bénéficiaire est autorisé à déroger à l'interdiction :

- de détruire des sites de reproduction et d'aires de repos des espèces animales protégées suivantes :
 - Grenouille agile *Rana dalmatina* ;
 - Triton palmé *Triturus helveticus* ;

Article 12.2 - Prescriptions

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des mesures suivantes :

I. Mesures d'évitement et de réduction :

- évitement de 15 542 m² de zones humides
- dans le cadre de la remise en état de la mare, les bassins de décantation seront maintenus après la mise en eau du secteur d'extraction, afin de maintenir des habitats favorables à la faune et à la flore ;

- la plateforme de stockage au Sud-Ouest du site sera reboisée ;
- la remise en état du site prévoit le maintien des prairies sur la partie sud-est ;

II. Mesures de compensation :

- restauration d'un ancien bassin afin de le rendre plus favorable aux amphibiens ;
- restauration de la mare n°1 d'une superficie de 180 m² ;
- mise en place d'un hibernaculum ;
- préservation d'un corridor boisé au Nord du site ;

III. Mesures d'accompagnement et de suivi :

- suivi du chantier par un écologue ;
- suivi environnemental faune/flore sur une période de 10 ans (en n+1, n+2, n+3, n+5 et n+10).

Un rapport de suivi pour les années n+1, n+3, n+5, n+7 et n+10 après la réalisation des travaux sera transmis au plus tard le 31 décembre de l'année correspondante à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Vendée (DDTM).

Ce rapport devra préciser la mise en œuvre des prescriptions du présent arrêté et les éventuelles difficultés rencontrées et rendre compte de l'efficacité des mesures prescrites.

Le pétitionnaire pourra proposer des aménagements à ces mesures voire des mesures correctives et l'adaptation des fréquences et durée des suivis en fonction des résultats observés.

TITRE 13 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 13.1 - Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 13.2 - Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Article 13.3 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 13.4 - Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

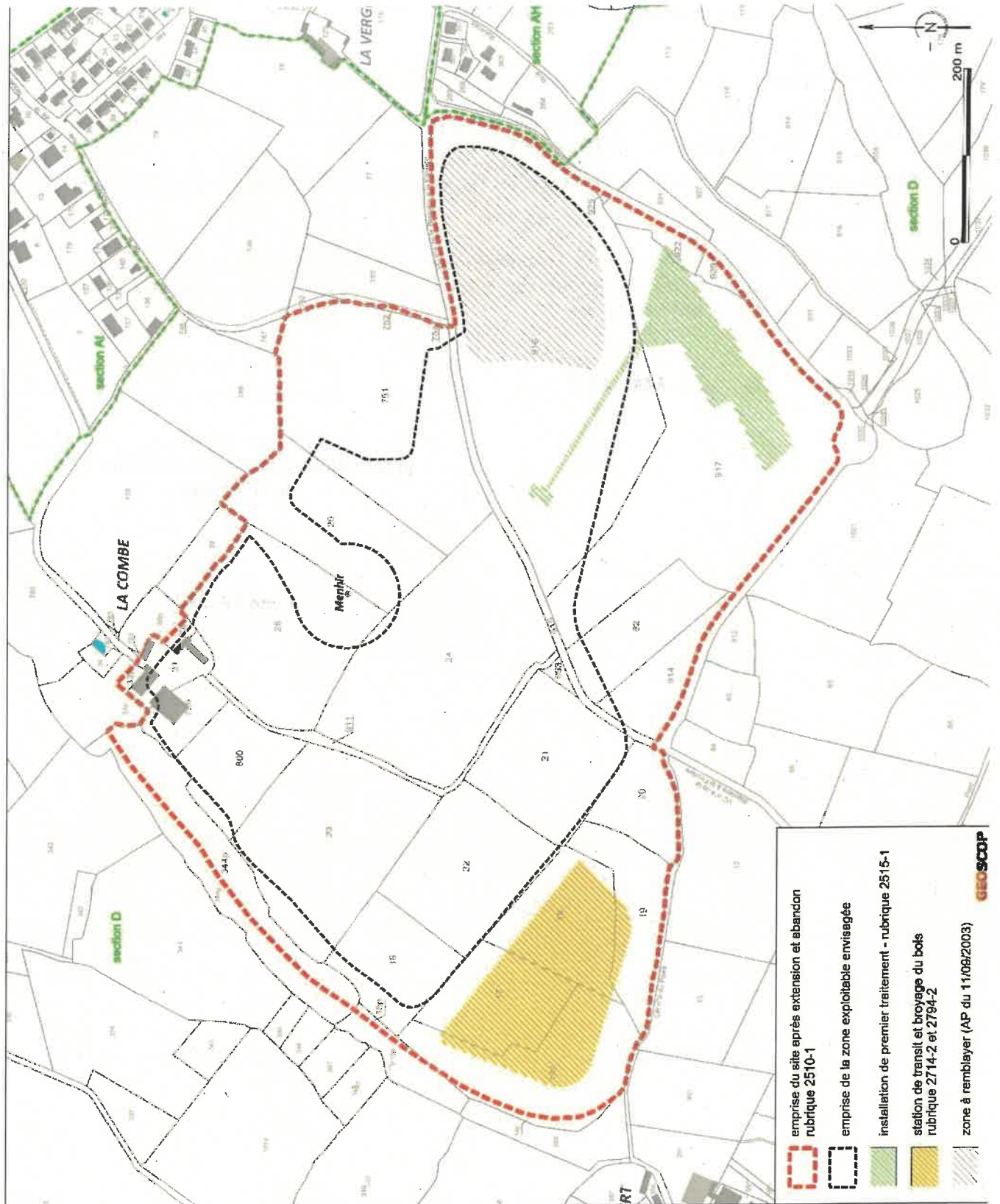
Fait à La Roche-sur-Yon, le **- 1 AVR. 2022**

Le préfet,

Pour le Préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Anne TAGAND

Annexe I. Périmètres autorisés – limites de l'autorisation



Annexe II. Phasage de l'exploitation

phase 1



phase 2



phase 3



phase 4



phase 5



phase 6



Annexe III. Remise en état

